Discours sur la dette

Thomas Sankara, Jean Ziegler

VISIT…

LANZAROTE Caliente.com

QUOI DE NEUF ? ......

Thomas Sankara & Jean Ziegler

Discours sur La Dette

ELYTIS

QUOI DE NEUF ? ....

Thomas Sankara
& Jean Ziegler

Discours sur
La Dette

ELYTIS

THOMAS SANKARA & JEAN ZIEGLER

QUOI DE NEUF ?

Discours sur la dette

Discours d'Addis-Abeba, de Thomas Sankara

présenté par

Jean Ziegler

Collection dirigée par Frédéric Dufourg

ELYTIS

PRÉFACE

Eco-nomia, en grec, désigne l'ensemble des règles assurant la vie domestique (*eco*, le foyer ; *nomia*, règles). Un foyer qui ne peut momentanément assurer son fonctionnement matériel peut avoir recours provisoirement aux ressources du foyer voisin. Cela met le premier sous la dépendance du second qui en échange demande des garanties. Le prêteur tient alors à sa merci le demandeur.

Le crédit est le nerf de la dette, la merci sa conséquence.

Le mécanisme de la dette est désormais universel. Alors qu'il est censé pourvoir en richesse l'humanité, il l'aliène et créé un nouveau totalitarisme qui notamment s'exerce en Afrique.

Thomas Sankara prit le pouvoir par un coup d'État avec l'ambition de faire sortir son pays de la pauvreté ainsi que de la dépendance des super-puissances et de la Côte d'Ivoire voisine. Héritier des utopies sociales des années soixante, chrétien admirateur de Lumumba et de Che Guevara, portant en lui une passion pour la justice sociale Thomas Sankara a, entre 1983 et 1987, entamé des réformes agricoles et foncières, des campagnes médicales de grande ampleur, une politique d'éducation. Il réforma l'administration, lutta contre la corruption, diminua les dépenses de l'État, limita les pouvoirs traditionnels et travailla à l'émancipation de la femme…

Toujours très aimé des jeunes générations africaines, l'opinion occidentale a gardé de lui l'image d'un jeune chef d'État courageux et honnête, aimant les rencontres avec le peuple de la rue, ayant une Renault 5 comme voiture présidentielle et voyageant, lui et ses ministres, en avion de ligne, quand il ne pratiquait pas de l' "avion stop" profitant de la venue d'autres chefs d'États transitant à Ouagadougou.

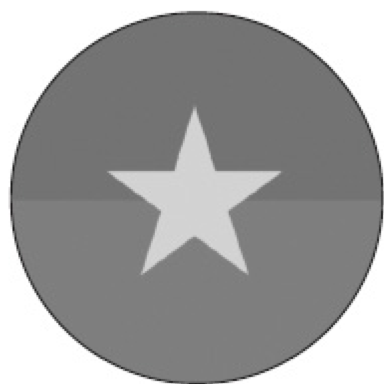
Ce discours, même s'il concerne le cas de pays endettés, héritiers d'une colonisation, nous renvoie à la situation des États développés occidentaux, traditionnels bailleurs de fonds du tiers-monde, à leur tour surendettés et vivant sous le diktat des banques.

Le travail et l'œuvre de Jean Ziegler l'ont amené à rencontrer à plusieurs reprises Thomas Sankara et à réfléchir avec lui sur la situation des États étranglés par la dette.

C'est pour ces raisons que nous lui avons demandé de présenter ce

discours qui a marqué l'Afrique toute entière.

F. D.



Quand croît l'oppression
Beaucoup se découragent
Mais son courage à lui augmente.

Il organise son combat
Pour quelques sous, pour l'eau du thé
Pour le pouvoir d'État.
Il demande à la propriété :
D'où viens-tu ?
Il demande aux idées :
Qui servez-vous ?

Là où d'habitude l'on se tait
Il parlera.
Là où règne l'oppression et où l'on
parle de destin
Il citera des noms.

[…]

Là où on le chasse, là
Va la révolte […]

BERTOLT BRECHT
Éloge du révolutionnaire

THOMAS SANKARA, UN RÉVOLUTIONNAIRE

PAR JEAN ZIEGLER

PRÉMONITIONS

Sankara avait-il, par une étrange prémonition, pressenti son assassinat ? Nous nous étions rencontrés pour la dernière fois, Sankara, ma femme et moi, le 12 septembre 1987 à Addis-Abeba, aux lendemains de la proclamation de la République populaire démocratique d'Ethiopie. Dans sa résidence, le soir, nous discutions du destin de Che Guevara, exécuté vingt ans auparavant dans les montagnes de La Higuera, en Bolivie. Tout à coup, il me demanda :

– Quel âge avait donc le Che au moment de mourir ?

– 39 ans et 8 mois, répondis-je.

Et Sankara, songeur, de murmurer :

– Atteindrai-je jamais cet âge-là ?

S'il avait survécu, Sankara aurait eu 38 ans en décembre 1987.

L'expérience de Sankara et de ses compagnons de lutte est unique en Afrique et dans le tiers-monde. L'assassinat de cet homme exceptionnel l'après-midi du 15 octobre 1987, un mois après notre conversation, fut une tragédie pour l'Afrique entière.

Thomas Sankara est mort comme Salvador Allende : assassiné au cours d'un coup d'État par des militaires autochtones téléguidés par l'étranger. Blaise Compaoré, que la plupart des sources disponibles tiennent pour son assassin, est aujourd'hui président du Burkina Faso.

Le discours sur la dette tenu le 29 juillet 1987 devant les chefs d'État africains dans l'immense Africa Hall d'Addis-Abeba est probablement, parmi tous les discours de Sankara, le plus impitoyable, le plus profondément intelligent. Il mettait radicalement en question le système international qui écrase l'Afrique. Les propos tenus ce jour-là par le président du Burkina Faso sont d'une totale actualité. Avant de les analyser, je voudrais rappeler en quelques mots ce qui fonde l'autorité, la crédibilité et le rayonnement de la parole du jeune capitaine. Son discours sur la dette est nourri de son expérience

publique et sociale, personnelle et singulière.

L'APPRENTISSAGE DE LA RÉVOLTE

Thomas Sankara est né le 21 décembre 1949 à Yako, une ville sise à l'entrée du Sahel, entre Kaya et Ouahigouya, sur la route reliant Ouagadougou au Mali, dans le royaume mossi du Yatenga. Sa mère, Marguerite, était mossi ; son père, Joseph, peul. Thomas était le troisième de dix enfants. En 1949, son père, ancien soldat colonial, était vacataire au service des postes. La famille vivait sous la colonie française l'existence pénible du prolétariat urbain.

Sous l'administration française, le territoire de Haute-Volta, avant de devenir une colonie à part entière, fut de 1932 à 1947, en partie rattaché à la colonie de Côte d'Ivoire. Ce fait est généralement admis comme une des origines de la pauvreté de ce pays, considéré longtemps seulement comme pourvoyeur de main-d'œuvre pour son riche voisin cacaotier.

La personnalité de Sankara était frappée d'un curieux paradoxe : chaleureux, extraverti, passionné de débats, tendu jusqu'à l'extrême par la volonté de convaincre, rieur, aimant la musique, la fête, amateur de veillées interminables, convivial, il était en même temps un homme secret, solitaire, fermé presque.

Chrétien dans un pays majoritairement musulman, ni “vrai mossi”, ni “vrai peul”, dans un pays où l'identité ethnique fonde tous les rapports sociaux, Sankara semble avoir été obligé très tôt de se définir lui-même par ses propres actes, ses propres convictions.

Plusieurs dirigeants africains partagent cette condition : Patrice Lumumba n'était issu d'aucune des grandes ethnies homogènes du Congo ; il était mutelela, une ethnie “bâtarde” dispersée à travers tout le bassin congolais par les campagnes des armées esclavagistes du sultan de Zanzibar ; le Ghanéen Kwame N'Krumah était né dans la petite ethnie des Nzimah, insignifiante, méprisée par les ressortissants de l'empire ashanti et des royaumes ewe.

La conquête de sa propre identité fut une épreuve pour le jeune Thomas Sankara. Si les féodaux mossis, aristocrates du royaume et maîtres de la terre, regardaient de travers ce fils de Peul, les Peuls eux-mêmes ne l'acceptaient pas comme un des leurs. Un de ses amis intimes, camarade de combat, Moussa Diallo, chef du régiment stationné à Bobo-Dioulasso, m'a raconté en riant cet incident révélateur : lors d'une cérémonie d'inauguration d'un barrage d'irrigation dans la région de Dori, Sankara marchait en tête du cortège officiel, suivi de Diallo. Une délégation de chefs peuls se

présenta le soir même au gîte de Diallo. Ce dernier est un Peul pur sang. Les chefs peuls lui dirent sur un ton de reproche véhément : “Moussa, comment peux-tu marcher derrière ce type qui n’est même pas un vrai Peul ?”

Tirailleur voltaïque, combattant “volontaire” de l’empire français, le père de Thomas Sankara connut le parcours classique du soldat africain au service de la France. Un parcours profondément ambigu : fidèle au drapeau tricolore, convaincu de la supériorité de l’homme blanc (ou, du moins, acceptant comme un fait inéluctable la soumission à la violence blanche), il servit la France en Afrique, en Europe et en Asie, réprimant ses frères et reproduisant l’ordre des seigneurs sur les trois continents. Démobilisé, il devint, comme des milliers d’autres compagnons d’infortune, un de ces prolétaires urbains vivant d’expédients et de petits travaux occasionnels.

Thomas Sankara, entouré de ses frères et sœurs, grandit à l’ombre du père aimé. Révolte contre le père ? Non, mais révolte contre le système qui, de ce père droit, honnête, solidaire de ses voisins, avait fait un complice humilié des dominateurs. Et fierté implicite quand, par sa faute, pour avoir enfreint les règles comme il lui arriva au cours de son enfance et de son adolescence, il était puni, battu et son père incarcéré.

Ainsi, un jour, à 10 ans, à l’école de Gaoua. Le directeur français de l’école, Monsieur Vignon, avait un fils, Patrick. Celui-ci avait reçu pour Noël un splendide vélo. Thomas, enfant pauvre, mourait d’envie de l’essayer. Il flatta le petit Patrick, fit toutes ses volontés, lui porta son cartable. Rien n’y fit. Patrick refusait de lui prêter sa belle machine. Alors, Thomas, excédé, lui arracha le vélo et partit faire un tour sur les pistes rouges du pays. Patrick hurla, alerta son père. Celui-ci appela la police. Chasse à l’homme. Le petit Sankara fut pris, battu, son père envoyé en prison.

1960, année de l’Indépendance. Thomas était élève au lycée Ouezzin Coulibaly à Bobo-Dioulasso. Le drapeau voltaïque avait été hissé dans la cour. Les élèves français l’arrachèrent et le brûlèrent. Conduits par Sankara, les élèves africains leur foncèrent dessus, armés de bâtons. Bagarre, cris… intervention des policiers blancs. Le père de Thomas, tenu pour responsable des “méfaits” de son garnement, fut une nouvelle fois condamné à la prison.

Quand Sankara me fit ces récits, il me sembla qu’il n’était pas mécontent des emprisonnements de son père. Il aimait mieux se souvenir d’un père affrontant la colère des Blancs que d’un père au service d’un drapeau honni.

Deux étapes dans la prise de conscience politique de Sankara sont particulièrement importantes : Madagascar d’abord. De 1970 à 1973, il fut élève à l’Académie militaire d’Antsirabe. L’époque était

passionnante : le régime néocolonial du vieux Tsirana, cacique issu de la SFIO et mis en place par la métropole, était tombé, victime de l'explosion populaire. Partout, des révoltes éclataient. Ce pays complexe, héritier d'une histoire bimillénaire, était en ébullition. La nuit, avec ses condisciples venus de toute l'Afrique, Sankara discutait des événements observés pendant la journée. Lentement, une conscience politique se formait. Des lectures intenses favorisaient cette naissance. Sankara écrivit à cette époque dans son journal : "Un militaire sans formation politique n'est qu'un criminel en puissance".

En 1978, Sankara fut envoyé au Maroc : de janvier à mai, il participa à un stage de formation de parachutistes. A Rabat, il découvrit l'abominable misère du peuple, le luxe insultant des classes dirigeantes, la perversion du régime néocolonial, les souffrances, le désespoir que des satrapes sans conscience infligeaient aux plus pauvres de leurs compatriotes.

L'INTÉGRATION SUBVERSIVE

À son retour à Ouagadougou, fin 1978, Sankara fut nommé commandant des unités de commandos. Commença alors le travail raisonné, méthodique, du révolutionnaire. Prise de contact discrète avec des camarades dont l'humiliation personnelle, l'expérience politique étaient proches des siennes. Inventaire documenté des contradictions, des dysfonctions du système politique, de la structure économique de l'État néocolonial. Tentatives, toujours avortées, de nouer des alliances avec les partis d'opposition, communistes, socialistes, et avec les syndicats.

Pendant tout ce temps, Sankara et ses amis poursuivaient leurs carrières institutionnelles : ils pratiquaient l'intégration subversive. Sankara devint secrétaire d'État à l'Information. En 1982, son évidente intelligence et sa popularité amenèrent les dirigeants néocoloniaux à commettre une erreur fatale : Sankara fut nommé Premier ministre par le président Jean-Baptiste Ouedraogo. A peine entré en fonction, il partit pour New Dehli où se réunissaient en janvier 1983 les chefs d'État et chefs de gouvernement des pays non alignés.

À New Dehli, son discours en séance plénière, ses interventions en commission – déjà marqués par ce mélange explosif de pédagogie populaire, de récit africain et d'analyse conceptuelle qui constitueront plus tard toute la séduction du dirigeant révolutionnaire – firent impression. Fidel Castro, président en exercice du mouvement des non alignés, l'invita un soir dans sa villa. Cette rencontre représente un tournant dans la vie de Sankara. De plusieurs manières : Sankara découvrait concrètement les revendications, les désirs de libération

communs aux peuples du tiers-monde. Il se sentit reconnu, encouragé par un révolutionnaire qui – au prix d'une formidable patience – avait su briser le carcan de la misère dans son pays.

J'apprendrais deux ans plus tard à La Havane combien fut forte l'impression produite par Sankara sur Fidel Castro… C'est Carlos Raffael Rodriguez, premier vice-président du Conseil d'État cubain et observateur subtil des fissures et des craquements apparaissant dans l'ordre cannibale du monde qui allait me faire le récit de cette nuit de New Dehli.

Autre conséquence de la conférence de New Dehli : les services secrets occidentaux – et notamment français – commencèrent à s'intéresser de près à ce jeune capitaine trop cultivé, trop intelligent, trop libre d'esprit. Guy Penne, conseiller pour les néocolonies françaises à l'Elysée (le "Monsieur Afrique" de François Mitterrand) fit un voyage éclair à Ouagadougou. Le président Ouedraogo, qui n'avait rien à refuser à son tuteur métropolitain, comprit à demi-mot : le 17 mai, Sankara fut arrêté.

Les 20 et 21 mai, trois jours après l'arrestation de Sankara et son transfert au camp militaire de Dori, Ouagadougou explosa : les étudiants de l'Université, les élèves du secondaire, les petits fonctionnaires guidés par la LIPAD (Ligue patriotique pour le développement) et l'ULC (Unité et lutte communistes) envahirent la capitale, exigeant la libération du capitaine. Juchés sur leurs Mobylettes, sur des charrettes tirées par des ânes, à vélo, à pied, dans des autobus bringuebalants, de tous les faubourgs, des bourgs environnants, les travailleurs, les chômeurs, les marchands ambulants convergèrent vers le centre de la capitale. Les voyous de Koulouba et de Naab Raaga, les prostituées de Zagoera et Bilbambili affrontèrent les gendarmes. La puissante CSV (Confédération syndicale voltaïque) appela à la grève générale. A Pô, Blaise Compaoré, qui seul parmi tous les camarades de Sankara avait échappé à l'arrestation, organisa la résistance. Jean-Baptiste Ouedraogo ne gouvernait plus : le pouvoir était dans la rue. Dans la nuit du 4 août enfin, le mouvement populaire allié aux soldats de Compaoré libéra Sankara qui, alors, prit la tête du Conseil national de la révolution (CNR) à Ouagadougou, renversant le président Ouedraogo.

UNE INDÉPENDANCE FAROUCHE

Un jour de décembre 1983 : dans mon bureau de l'Université de Genève le téléphone sonne. A l'appareil, une voix inconnue, chaleureuse, impérieuse : "Ici le capitaine Sankara… J'ai lu votre livre *Main basse sur l'Afrique* en prison… Il faut que nous nous voyions

d'urgence…" Je n'avais pas la moindre idée de l'identité de mon interlocuteur. Et puis tout militaire éveille en moi une suspicion spontanée. Ma curiosité l'emporta toutefois. Trois jours plus tard le billet d'avion me parvint. Encore huit jours et j'étais assis à une table de bois, couverte de boîtes de viande en conserve et de haricots verts, dans une petite maison étouffante de chaleur de l'Enclos de l'Entente à Ouagadougou, en train d'écouter les quatre jeunes officiers au pouvoir depuis le 4 août : Thomas Sankara, Blaise Compaoré, Bukari Lingani et Henri Zongo, m'expliquer les buts de leur révolution.

Thomas Sankara n'était pas un orateur bouleversant : son débit était irrégulier, le ton légèrement pédant, monocorde, didactique à l'extrême. Mais sa pensée était une pensée initiatique. Elle était nourrie d'une expérience intime. Elle était faite d'intuitions plus que de concepts. Sankara exprimait les valeurs irrépressibles de l'homme humilié, cherchant sa libération : justice sociale, tolérance, réciprocité, complémentarité, dignité, autant de valeurs formant un imaginaire de convocation.

Il y avait, sans aucun doute, une large coïncidence entre son discours et les espérances ardentes, les désirs de dignité, les refus de l'humiliation qui habitaient des millions de jeunes Africains. Dans l'état de délabrement extrême où se trouvait alors l'Afrique – où elle se trouve encore aujourd'hui –, ravagée par des satrapes corrompus et des tyrans sanguinaires, les peuples cherchaient dans la nuit une lumière capable de les guider. Sankara était cette flamme.

Dans sa première grande déclaration de politique étrangère d'octobre 1983, Sankara, à la tête du Conseil national de la révolution, surprit le monde par l'expression d'une indépendance d'esprit indomptable. Le gouvernement de la Haute-Volta (le pays ne serait débaptisé en Burkina Faso, "Pays des hommes intègres", qu'un an plus tard) prenait position pour le Nicaragua sandiniste, pour la lutte de libération du Front Farabundo Marti au Salvador, pour celle du Polisario au Sahara occidental et contre l'invasion américaine de la Grenade. Trois jours passèrent. Puis l'ambassadeur Walker, envoyé spécial et représentant permanent du Président Reagan à Ouagadougou, demanda audience. Debout devant le bureau de Sankara, il lut une note diplomatique : "La Haute-Volta ne connaît rien à la situation en Amérique centrale. Elle est trop loin. Mais si son gouvernement continue à se mêler des affaires de l'Amérique centrale, le gouvernement des États-Unis se verrait contraint de réexaminer tous ses accords de coopération et programmes d'assistance avec ce pays." Chantage pur et simple. Exercé par la première puissance militaire, politique et économique sur le neuvième pays le plus pauvre de la planète. Sankara écouta, se leva et dit : "J'ai compris, je vous remercie." Et il ouvrit la porte invitant Walker à se retirer. Par un

curieux hasard du calendrier diplomatique, la Haute-Volta devait, trois mois plus tard, le 1er janvier 1984, devenir membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle occupa ce poste, conformément au règlement, pendant six mois. Pendant ces six mois, la Haute-Volta vota constamment avec le Nicaragua sandiniste et contre les États-Unis.

C'est pour le premier anniversaire de la révolution, le 4 août 1984 que le gouvernement de Thomas Sankara changea le nom français de Haute-Volta pour Burkina Faso en s'inspirant des trois langues indigènes couramment parlées : Burkina signifiant "intégrité, honneur" en mooré, Faso "territoire" ou "état" en dioula et l'adjectif invariable burkinabè désignant la citoyenneté obéissant aux règles de morphologie peule.

Le Nicaragua avec Daniel Ortega venait aussi de connaître une révolution (1979-1984) qui vissait l'indépendance du pays en chassant une dictature mise en place, notamment, pour le bénéfice de compagnies fruitières des États-Unis d'Amérique et maintenant le pays dans la pauvreté.

Octobre 1986, à Moscou : Sankara achève sa première visite officielle en Union soviétique. Au Centre Novostni, il tient la classique conférence de presse des chefs d'Etat invités. Comme de coutume, les journalistes soviétiques cherchent à établir le lien, l'identification du processus révolutionnaire africain avec le coup d'État de Lénine de 1917, pressant Sankara de questions, guettant le moindre signe d'une possible assimilation. L'interviewé comprend immédiatement le jeu. Il répond longuement à chaque question, fait doctement, et d'une voix grave, l'éloge de la Révolution d'octobre, du marxisme-léninisme, de l'internationalisme prolétarien, des dernières propositions de Gorbatchev. Puis, brusquement, il s'arrête. L'œil brillant de malice, joyeux, il dit : "Votre révolution doit beaucoup à l'hiver… mais il n'y a pas d'hiver chez nous." Volonté têtue d'indépendance. Volonté peu réaliste pour un petit pays ? Certes ! Et pourtant admirable.

Ismaïl Kadare décrit l'épopée de libération des Illyriens, ancêtres des actuels Albanais, contre les Ottomans au XVe siècle, sur les côtes de l'Adriatique. De Skanderbeg et de ses compagnons, il écrit : "Ils supportent si mal la moindre domination que, tels des tigres, ils s'en prennent aux nuages qui passent au-dessus de leur tête, et bondissent pour les déchirer." Thomas Sankara et les siens étaient de ces hommes-là.

Ismaïl Kadare, *Les Tambours de la pluie,* folio, 1979.

La dénonciation du garrot de la dette

Revenons maintenant au discours sur la dette.

Dans notre Europe de la conscience homogénéisée, du consensus confus, de la raison d'Etat triomphante, toute idée de rupture avec l'ordre meurtrier du monde relève de l'utopie et même, plus communément, du délire. Un révolutionnaire, chez nous, est considéré au mieux comme un original sympathique, une sorte de clochard de l'esprit, un illuminé inoffensif ou un marginal pittoresque, au pire comme un inquiétant trublion, un déviant, un fou. La *realpolitik* gouverne la planète. Son idéologie légitimatrice : un économisme rigoureux, un chauvinisme fanfaron, une doctrine des droits de l'homme à usage discriminatoire. J'exagère ? Les États-Unis, la France, la Suisse, l'Angleterre et bien d'autres États occidentaux abritent à l'intérieur de leurs frontières des démocraties réelles, vivantes, respectueuses des libertés et des revendications au bonheur de leurs citoyens. Mais dans leurs empires néocoloniaux, face aux peuples périphériques qu'elles dominent, ces mêmes démocraties occidentales pratiquent ce que Maurice Duverger appelle le "fascisme extérieur" : dans beaucoup de pays de l'hémisphère sud, depuis près de cinquante ans, tous les indicateurs sociaux (sauf l'indicateur démographique) sont négatifs. La sous-alimentation, la misère, l'analphabétisme, le chômage chronique, les maladies endémiques, la destruction familiale sont les conséquences directes des termes inégaux de l'échange, de la tyrannie de la dette. Les démocraties occidentales pratiquent le génocide par indifférence. Régis Debray constate : "Il faut des esclaves aux hommes libres." La fragile prospérité de l'Occident est à ce prix !

Maurice Duverger est un sociologue français, né en 1917, spécialisé en sciences politiques. On lui doit notamment *Le Concept d'empire* aux PUF, 1980, mais aussi *La Démocratie sans le peuple* au Seuil, 1967 puis *L'Europe des hommes* chez Odile Jacob, 1998, *Les Constitutions de la France* en "Que sais-je ?" etc.

Périodiquement, à la périphérie, des hommes et des femmes se lèvent, refusent cet ordre du monde et revendiquent pour eux-mêmes, pour leur peuple, une chance de vie. Thomas Sankara est de ces hommes. Mystère de la liberté humaine : ces insurrections de l'esprit ont généralement lieu dans les contrées les plus démunies, les plus affligées. Le Burkina Faso était en 1983, au moment de la prise de pouvoir de Sankara, le neuvième pays le plus pauvre de la terre, si l'on considère le revenu par tête d'habitant. Sur la liste publiée par la Banque mondiale cette année-là, le Burkina Faso figurait en 161e position. Le déficit alimentaire du pays était de 200 000 tonnes

céréalières. L'infrastructure industrielle ? Inexistante. Les réseaux routier, ferroviaire ? Rudimentaires. L'espérance de vie ? La moitié de celle de la France. Le budget de fonctionnement de l'État ? Déficitaire en permanence ; chaque année, dès le mois d'octobre, le Burkina Faso devait quêter à l'extérieur les fonds nécessaires au paiement de son fonctionnariat pléthorique et largement parasitaire. L'héritage institutionnel enfin ? Totalement inadapté aux exigences d'un développement accéléré autocentré d'un pays à l'agriculture primitive et à l'accumulation interne inexistante. Thomas Sankara et les siens combattirent pendant quatre ans, avec la dernière énergie, chacun de ces fléaux.

Régis Debray, in *Le Tiers-monde et la gauche,* collectif, Le Seuil, 1979, p.9.

Chaque homme est le produit d'une dialectique compliquée entre le général et le particulier, entre une histoire multiforme, contradictoire et une volonté personnelle, elle-même tributaire d'une histoire familiale, clanique. Jean-Paul Sartre : “Il ne s'agit pas de savoir ce que nous voulons faire de notre liberté. La question est : que voulons-nous faire de ce qu'on a fait de nous ?”

Les peuples des pays pauvres se tuent au travail pour financer le développement des pays riches. Le Sud finance le Nord, et notamment les classes dominantes des pays du Nord. Le plus puissant des moyens de domination du Nord sur le Sud est aujourd'hui le garrot de la dette.

Les flux de capitaux Sud-Nord sont excédentaires par rapport aux flux Nord-Sud. Les pays pauvres versent annuellement aux classes dirigeantes des pays riches beaucoup plus de valeur qu'ils n'en reçoivent d'elles sous forme d'investissements, de crédits de coopération, d'aide humanitaire ou d'aide dite au développement.

En 2012, l'aide publique au développement fournie par les pays industriels du Nord aux 122 pays du tiers-monde s'est élevée à 88 milliards de dollars. Durant la même année, ces derniers ont transféré aux cosmocrates des banques du Nord, une somme supérieure au titre du service de la dette. Celle-ci est l'expression même de la violence structurelle qui habite l'actuel ordre cannibale du monde.

Point n'est besoin de mitrailleuses, de napalm, de blindés pour asservir et soumettre les peuples. La dette, aujourd'hui, fait l'affaire.

La dette extérieure constitue une arme de destruction massive. Elle soumet les peuples, détruit leurs velléités d'indépendance, assure la permanence de la domination planétaire des oligarchies du capital financier globalisé.

En 2013, toutes les cinq secondes un enfant en dessous de dix ans meurt de faim ; 57 000 êtres humains périssent chaque jour par la

faim. Près de 1 milliard des 7 milliards d'êtres humains que nous sommes souffrent de sous-alimentation permanente et grave. Cela se passe sur une planète qui pourrait, selon la FAO, nourrir normalement (2 200 kilocalories par individu adulte par jour) 12 milliards d'êtres humains.

L'Afrique est le continent qui – au prorata de sa population – compte le plus grand nombre d'affamés : 36,2 % en 2012. En chiffre absolu c'est l'Asie qui l'emporte dans ce dramatique décompte.

Dans son discours de 1987, Sankara l'affirmait avec force : le garrot de la dette extérieure empêche les pays les plus démunis de réaliser les investissements minima dont leur agriculture a urgemment besoin.

En 2012, les 54 États d'Afrique, dont 37 sont des pays purement agricoles, aux terres vastes et fertiles, sous-peuplées, ont dû importer pour 24 milliards de dollars de nourriture du fait de l'insuffisance d'investissements dans l'agriculture. Les semences sélectionnées, les engrais minéraux, les engrais animaliers font défaut, 250 000 animaux de trait sur le continent et moins de 85 000 tracteurs. La houe et la machette restent en 2014 encore les principaux outils de production.

Seules 3,8 % des terres arables au sud du Sahara sont irriguées. Le reste relève de l'agriculture de pluie, avec tous les risques meurtriers que les aléas du climat impliquent.

Sankara dressait l'impitoyable inventaire des ravages de la dette, mais il allait plus loin. Il s'attaquait à la théorie de légitimité utilisée par les maîtres de la dette pour imposer et justifier leurs pratiques criminelles. Ceux-ci utilisent un argument apparemment imparable : si les pays de l'hémisphère sud ne payaient plus aux banques du Nord les intérêts et tranches d'amortissement de la dette, le système financier mondial tout entier s'effondrerait.

Sankara, dans son discours, démontrait que c'était un mensonge. Les événements des décennies suivant son assassinat allaient démontrer qu'il avait raison.

Les versements effectués au cours des dix dernières années (2002-2012) par les 122 pays du tiers-monde au titre du service de la dette vers les États et les banques des pays du Nord se sont élevés à moins de 2 % du revenu national cumulé des pays créanciers.

TENIR LES PEUPLES PAR LA DETTE

Treize ans après l'assassinat de Sankara, en 2000, une crise boursière violente a secoué la quasi totalité des places financières, détruisant pour plusieurs centaines de milliards de dollars de valeurs patrimoniales. En deux ans, de nombreux titres cotés en bourse ont perdu jusqu'à 65 % de leur valeur. Pour les titres de la haute

technologie cotée au Nasdaq, la décote a parfois atteint 80 %. Finalement, les valeurs détruites en bourse au cours de cette période ont été soixante-dix fois plus élevées que la valeur cumulée de l'ensemble des titres de la dette extérieure des 122 pays du tiers-monde.

Pourtant, malgré l'ampleur des capitaux anéantis, la crise boursière de 2000-2002 n'a pas provoqué l'effondrement du système bancaire mondial. Les places financières ont digéré ces pertes sans problèmes majeurs.

Depuis lors, de nouvelles crises encore plus graves ont secoué les bourses du monde en causant des pertes sévères dont les maîtres de la finance se relèvent en en faisant payer le prix aux peuples.

Pourquoi ne pas procéder à l'annulation de la dette des pays les plus pauvres de la planète ?

Parce que – je le répète – la dette permet de maintenir l'État débiteur à genoux. La dette est administrée par le Fonds monétaire international. Périodiquement, l'État débiteur est insolvable. Alors les corbeaux noirs du FMI descendent sur la capitale : contre l'octroi de nouveaux crédits, ils imposent au peuple débiteur un "programme d'ajustement structurel". Ce programme comporte une salve de mesures qui toutes visent à privatiser au maximum les services publics – offices de commercialisation des biens de base, offices vétérinaires, industries naissantes, ports, hôpitaux, etc. – et donc à ouvrir aux sociétés transcontinentales privées l'accès à l'économie autochtone.

L'ASSASSINAT

Le discours sur la dette de Sankara délivré aux chefs d'État africains réunis à Addis-Abeba en 1987 est un chef-d'œuvre de lucidité et de courage, d'intuitions fulgurantes et de vérité analytique. Moins de trois mois plus tard, son auteur et onze de ses compagnons furent exécutés à la mitraillette dans une maison de l'Enclos de l'Entente à Ouagadougou.

Thomas Sankara a payé de sa vie son discours visionnaire sur la dette.

JEAN ZIEGLER
GENÈVE, JANVIER 2014

L'OUA désigne l'Organisation de l'unité africaine qui exista à Addis-Abeba de mai 1963 à juillet 2002 et qui regroupa jusqu'à 53 pays. Son objectif fut de ne faire entendre qu'une seule voix unie et solidaire en Afrique. Elle s'opposa à la néo-colonisation, à l'Apartheid et créa même un comité afin d'aider des mouvements indépendantistes. L'OUA fut remplacée en 2002 par l'UA : l'Unité africaine.

THOMAS SANKARA
DISCOURS SUR LA DETTE

Ce discours fut prononcé à la vingt-cinquième Conférence du sommet des pays membres de l'OUA à Addis-Abeba, le 29 juillet 1987 sous la présidence du chef d'État de la Zambie, Kenneth Kaunda, le père de l'indépendance de son pays.

"Monsieur le président,

Messieurs les chefs des délégations,

Je voudrais qu'à cet instant nous puissions parler de cette autre question qui nous tiraille : la question de la dette, la question de la situation économique de l'Afrique. Autant que la paix, elle est une condition importante de notre survie. Et c'est pourquoi j'ai cru devoir vous imposer quelques minutes supplémentaires pour que nous en parlions.

Le Burkina Faso voudrait dire tout d'abord sa crainte. La crainte que nous avons c'est que les réunions de l'OUA se succèdent, se ressemblent mais qu'il y ait de moins en moins d'intéressement à ce que nous faisons.

Monsieur le président, combien sont-ils les chefs d'État qui sont ici présents alors qu'ils ont dûment appelés à venir parler de l'Afrique en Afrique ?

Monsieur le président,

Combien de chefs d'États sont prêts à bondir à Paris, à Londres, à Washington lorsque là-bas on les appelle en réunion mais ne peuvent pas venir en réunion ici à Addis-Abeba en Afrique ? Ceci est très important.

[*Applaudissements*]

Je sais que certains ont des raisons valables de ne pas venir. C'est pourquoi je voudrais proposer, Monsieur le président, que nous établissions un barème de sanctions pour les chefs d'État qui ne répondent pas à l'appel. Faisons en sorte que par un ensemble de points de bonne conduite, ceux qui viennent régulièrement, comme nous par exemple, [*Rires*] puissent être soutenus dans certains de leurs

efforts. Exemple : les projets que nous soumettons à la BAD (Banque africaine de développement) doivent être affectés d'un coefficient d'africanité. Les moins africains seraient pénalisés et comme cela tout le monde viendra aux réunions ici.

[*Applaudissements*]

Je voudrais vous dire, Monsieur le président, que la question de la dette est une question que nous ne saurions occulter. Vous-même vous en savez quelque chose dans votre pays où vous avez dû prendre des décisions courageuses, téméraires même. Des décisions qui ne semblent pas du tout être en rapport avec votre âge et vos cheveux blancs. [*Rires*] Son Excellence le président Habib Bourguiba qui n'a pas pu venir mais qui nous a fait délivrer un important message, donnait cet autre exemple à l'Afrique, lorsqu'en Tunisie, pour des raisons économiques, sociales et politiques, il a dû lui aussi prendre des décisions courageuses.

Habib Ben Ali Bourguiba (1903-2000), président et père fondateur de la Tunisie indépendante. Il a alors 85 ans…

Mais, Monsieur le président, allons-nous continuer à laisser les chefs d'États chercher individuellement des solutions au problème de la dette avec le risque de créer chez eux des conflits sociaux qui pourraient mettre en péril leurs stabilités et même la construction de l'unité africaine ? Ces exemples que j'ai cités, il y en a bien d'autres, méritent que les sommets de l'OUA apportent une réponse sécurisante à chacun de nous quant à la question de la dette.

Nous estimons que la dette s'analyse d'abord de par ses origines. Les origines de la dette remontent aux origines du colonialisme. Ceux qui nous ont prêté de l'argent, ce sont ceux-là qui nous ont colonisés, ce sont les mêmes qui géraient nos États et nos économies, ce sont les colonisateurs qui endettaient l'Afrique auprès des bailleurs de fonds, leurs frères et cousins.

Nous étions étrangers à cette dette, nous ne pouvons donc pas la payer.

La dette, c'est encore le néo-colonialisme où les colonisateurs se sont transformés en assistants techniques ; en fait, nous devrions dire qu'ils se sont transformés en assassins techniques ; et ce sont eux qui nous ont proposé des sources de financement.

Des bailleurs de fonds, un terme que l'on emploie chaque jour comme s'il y avait des hommes dont le bâillement suffisait à créer le développement chez les autres ! Ces bailleurs de fonds nous ont été conseillés, recommandés. On nous a présenté des montages financiers alléchants, des dossiers ; nous nous sommes endettés pour cinquante

ans, soixante ans, même plus, c'est-à-dire que l'on nous a amenés à compromettre nos peuples pendant cinquante ans et plus.

Mais la dette, sous sa forme actuelle, contrôlée, dominée par l'impérialisme, [est] une reconquête savamment organisée pour que l'Afrique, sa croissance, son développement obéisse à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangères, faisant en sorte que chacun de nous devienne l'esclave financier, c'est-à-dire l'esclave tout court, de ceux qui ont eu l'opportunité, la ruse, la fourberie de placer les fonds chez nous avec l'obligation de rembourser.

On nous dit de rembourser la dette, ce n'est pas une question morale, ce n'est point une question de ce prétendu honneur que de rembourser ou de ne pas rembourser ; Monsieur le président, nous avons écouté et applaudi le premier ministre de Norvège lorsqu'elle est intervenue ici même, elle a dit, elle qui est Européenne, que toute la dette ne peut pas être remboursée. La dette ne peut pas être remboursée parce que, d'abord, si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en sûrs également. Ceux qui nous ont conduits à l'endettement ont joué comme dans un casino ; quand ils gagnaient, il n'y avait point de débat, maintenant qu'ils ont perdu au jeu, ils nous exigent le remboursement ; et l'on parle de crise. Non ! Monsieur le Président : ils ont joué, ils ont perdu, c'est la règle du jeu, la vie continue !

[*Rires et applaudissements*]

Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous n'avons pas de quoi payer ; nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette ; nous ne pouvons pas payer la dette parce que, au contraire, les autres nous doivent ce que les plus grandes richesses ne pourront jamais payer, c'est-à-dire la dette de sang. C'est notre sang qui a été versé ; on parle du plan Marshall qui a refait l'Europe Économique mais on ne parle jamais du plan Africain qui a permis à l'Europe de faire face aux hordes hitlériennes lorsque leur économie était menacée, leur stabilité était menacée. Qui a sauvé l'Europe ? C'est l'Afrique ! On en parle très peu, on en parle si peu que nous ne pouvons pas, nous, être complices de ce silence ingrat. Si les autres ne peuvent pas chanter nos louanges, nous avons au moins le devoir de dire que nos pères furent courageux et que nos anciens combattants ont sauvé l'Europe et finalement ont permis au monde de se débarrasser du nazisme.

Le plan Marshall est un dispositif financier conçu après la Seconde Guerre mondiale par les Etats-Unis afin de relever l'Europe détruite par les bombardements. Il s'agissait d'un prêt conditionné à l'achat de biens de consommation *made in U.S.A.* par les pays débiteurs. Ce dispositif, tout en

relançant l'économie européenne, permettait aux États-Unis de maintenir leur croissance due à la guerre.

La dette, c'est aussi la conséquence des affrontements et lorsque l'on nous parle aujourd'hui de crise économique, on oublie de nous dire que la crise n'est pas venue de façon subite, la crise existe de tout temps et elle ira en s'aggravant chaque fois que les masses populaires seront de plus en plus conscientes de leur droit face aux exploiteurs.

Il y a crise aujourd'hui parce que les masses refusent que les richesses soient concentrées entre les mains de quelques individus.

Il y a crise parce que quelques individus déposent dans des banques à l'étranger des sommes colossales qui suffiraient à développer l'Afrique.

Il y a crise parce que face aux richesses individuelles que l'on peut nommer, les masses populaires refusent de vivre dans les ghettos, dans les bas quartiers.

Il y a crise parce que les peuples partout refusent d'être dans Soweto face à Johannesburg.

Thomas Sankara fait ici allusion à la politique d'apartheid pratiquée alors en Afrique du Sud. Soweto étant à l'époque une banlieue pauvre abritant les Noirs et Johannesburg la capitale économique occupée par les Blancs.

Il y a donc lutte et l'exacerbation de cette lutte amène les tenants du pouvoir financier à s'inquiéter.

On nous demande aujourd'hui d'être complices de la recherche d'un équilibre, équilibre en faveur des tenants du pouvoir financier, équilibre au détriment de nos masses populaires. Non, nous ne pouvons pas être complices, non, nous ne pouvons pas accompagner ceux qui sucent le sang de nos peuples et qui vivent de la sueur de nos peuples, nous ne pouvons pas les accompagner dans leur démarche assassine.

Monsieur le président, nous entendons parler de club : club de Rome, club de Paris, club de partout. Nous entendons parler du Groupe des cinq, du Groupe des sept, du Groupe des dix peut-être du Groupe des cent… et que sais-je encore ? Il est normal que nous créions notre club et notre groupe. Faisons en sorte que dès aujourd'hui Addis-Abeba devienne également le siège, le centre d'où partira le souffle nouveau : le Club d'Addis-Abeba.

Clubs organisés par les grandes puissances économiques pour s'entendre sur une gouvernance mondiale. Le Club de Rome fut créé en avril 1968, le Club de Paris en 1956, ce dernier regroupant 19 pays créanciers qui se réunissent pour négocier les dettes publiques. Le Club de Londres s'occupe de la même chose mais les

créanciers permanents sont des banques.

Nous avons le devoir aujourd'hui de créer le front uni d'Addis-Abeba contre la dette. Ce n'est que de cette façon que nous pouvons dire aux autres qu'en refusant de payer la dette nous ne venons pas dans une démarche belliqueuse, au contraire, c'est dans une démarche fraternelle pour dire ce qui est. Du reste, les masses populaires en Europe ne sont pas opposées aux masses populaires en Afrique, mais ceux qui veulent exploiter l'Afrique, ce sont les mêmes qui exploitent l'Europe ; nous avons un ennemi commun. Donc notre club parti d'Addis-Abeba devra également dire aux uns et aux autres que la dette ne saurait être payée.

Et quand nous disons que la dette ne saurait être payée ce n'est point que nous sommes contre la morale, la dignité, le respect de la parole. Parce que nous estimons que nous n'avons pas la même morale que les autres. Entre le riche et le pauvre, il n'y a pas la même morale. La Bible, le Coran, ne peuvent pas servir de la même manière celui qui exploite le peuple et celui qui est exploité. Il faudrait alors qu'il y ait deux éditions de la Bible et deux éditions du Coran.

Nous ne pouvons pas accepter qu'on nous parle de dignité, nous ne pouvons pas accepter que l'on nous parle de mérite de ceux qui payent et de perte de confiance vis-à-vis de ceux qui ne payeraient pas. Nous devons au contraire dire que c'est normal aujourd'hui, nous devons au contraire reconnaître que les plus grands voleurs sont les plus riches. Un pauvre, quand il vole, ne commet qu'un larcin ou une peccadille tout juste pour survivre par nécessité. Les riches, les riches, ce sont eux qui volent le fisc, les douanes et qui exploitent les peuples.

Monsieur le président, ma proposition ne vise pas simplement à provoquer ou à faire du spectacle, je voudrais dire ce que chacun de nous pense et souhaite. Qui ici ne souhaite pas que la dette soit purement et simplement effacée ?

Celui qui ne le souhaite pas, il peut sortir, prendre son avion, et aller tout de suite à la Banque mondiale payer ! Tous nous le souhaitons !

[*Rires et applaudissements*]

Je ne voudrais pas que l'on prenne la proposition du Burkina Faso comme celle qui viendrait de la part de jeunes sans maturité et sans expérience. Je ne voudrais pas non plus que l'on pense qu'il n'y a que les révolutionnaires à parler de cette façon. Je voudrais que l'on admette que c'est simplement l'objectivité et l'obligation et je peux citer dans les exemples de ceux qui ont dit de ne pas payer la dette des révolutionnaires comme des non-révolutionnaires, des jeunes comme des vieux. Je citerai par exemple Fidel Castro, il a déjà dit qu'il ne

fallait pas payer, il n'a pas mon âge, même s'il est révolutionnaire. Mais je pourrais citer également François Mitterrand qui a dit que les pays africains ne peuvent pas payer, que les pays pauvres ne peuvent pas. Je pourrais citer Madame le premier ministre de Norvège, je ne connais pas son âge et je m'en voudrais de le lui demander.

[*Rires*]

Je voudrais citer également le président Félix Houphouët-Boigny. Il n'a pas mon âge, cependant il a déclaré, qu'au moins en ce qui concerne son pays, la Côte d'Ivoire ne peut pas payer. Or la Côte d'Ivoire est classée parmi les pays les plus aisés d'Afrique, au moins d'Afrique francophone – c'est pourquoi il est normal qu'elle paye plus en contribution ici.

[*Rires*]

Mais, Monsieur le Président, ce n'est pas ici de la provocation. Je voudrais que très sagement vous nous offriez des solutions. Je voudrais que notre conférence adopte la nécessité de dire très clairement que nous ne pouvons pas payer la dette. Non pas dans un esprit belliqueux ou belliciste. Ceci pour éviter que nous n'allions individuellement nous faire assassiner. Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence. Par contre, avec le soutien de tous, dont j'ai besoin…

[*Applaudissements*]

Avec le soutien de tous, nous pourrons éviter de payer. Et en évitant de payer nous courrons à notre développement. Je voudrais terminer en disant qu'à chaque fois qu'un pays africain achète une arme, c'est contre un Africain, mais pas contre un Européen, ce n'est pas contre un Asiatique, c'est contre un Africain. Par conséquent nous devons également dans la lancée de la question de la résolution de la dette, trouver une solution au problème de l'armement. Je suis militaire et je porte une arme mais, Monsieur le président, je voudrais que nous nous désarmions. Parce que, moi, je porte l'unique arme que je possède et d'autres ont camouflé les armes qu'ils ont.

[*Rires et applaudissements*]

Alors, chers frères, avec le soutien de tous… avec le soutien de tous, nous pourrons faire la paix chez nous, nous pourrons également utiliser ces immenses potentialités pour développer l'Afrique, parce que notre sol et notre sous-sol sont riches. Nous avons suffisamment de bras et nous avons un marché immense, très vaste, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Nous avons suffisamment de capacité intellectuelle pour créer ou, tout au moins, prendre la technologie et la science partout où nous pourrons les trouver. Monsieur le président, faisons en sorte que nous mettions au point ce front uni d'Addis-Abeba contre la dette ; faisons en sorte que ce soit à partir d'Addis-Abeba que nous décidions de limiter la course aux armements entre pays faibles et

pauvres. Les gourdins et les coutelas que nous achetons sont inutiles. Faisons en sorte également que le marché des Africains soit le marché des Africains : produire en Afrique, transformer en Afrique, consommer en Afrique. Produisons ce dont nous avons besoin et consommons ce que nous produisons au lieu d'importer. Le Burkina Faso est venu vous exposer ici la cotonnade produite au Burkina Faso, tissée au Burkina Faso, cousue au Burkina Faso pour vêtir les Burkinabés. Ma délégation et moi-même sommes habillés par nos tisserands et nos paysans. Il n'y a pas un seul fil qui vient de l'Europe ou de l'Amérique.

[*Applaudissements*]

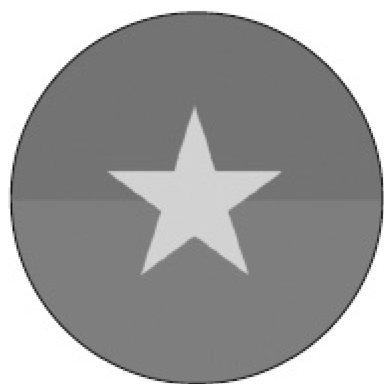
Je ne fais pas un défilé de mode… [*Rires*] mais je veux simplement dire que nous devons accepter de vivre africains, c'est la seule façon de vivre libre et de vivre digne. Je vous remercie Monsieur le président. La patrie ou la mort, nous vaincrons !"

[*Applaudissements nourris, ovation d'une bonne partie de l'assemblée.*]

Thomas Sankara fut assassiné près de trois mois après avoir prononcé ce discours, le 15 octobre 1987.

Votre avis nous intéresse !

Laissez un commentaire sur le site de votre libraire en ligne et partagez vos coups de cœur sur les réseaux sociaux !



BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Pour en savoir plus sur le sujet, poursuivez votre lecture sur la toile : *www.thomassankara.net* et quantité de vidéos disponibles sur *dailymotion* et *youtube.*

En librairie des textes de Thomas Sankara :

L'émancipation des femmes et la lutte de libération en Afrique, Pathfinder, 2008.

Nous sommes les héritiers des révolutions du monde, Pathfinder, 2008.

Oser inventer l'avenir, la parole de Thomas Sankara, 1983-1987, présenté par David Gakunzi, L'harmattan/Pathfinder, 2000.

Livres sur Thomas Sankara :

Président Thomas Sankara, chef de la révolution burkinabé, Alfred Yambangba Sawadogo, L'Harmattan, 2003.

Biographie de Thomas Sankara, La patrie ou la mort, Bruno Jaffre, L'Harmattan, 2007.

Thomas Sankara, L'espoir assassiné, Valère D. Somé, L'Harmattan, 2000.

Sankara, un nouveau pouvoir africain, Jean Ziegler, Jean-Philippe Rapp, Favre 1986.

La victoire des vaincus, Jean Ziegler, Points-Seuil, 1988.

Un roman publié en espagne, très documenté :

El Caso Sankara, Antonio Lozano, Almuzara, 2006.

Il existe deux documentaires TV diffusés au Etats-Unis et en Espagne.

Parmis les nombreuses publications de Jean Ziegler :

Destruction massive. Géopolitique de la faim, Points-Seuil, 2013.

Les Nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent, Points-Seuil, 2013.

La Haine de l'Occident, Albin Michel, 2008.

Erwin Wagenhofer réalisa *We Feed the World* qui résume

l’engagement de Jean Ziegler.

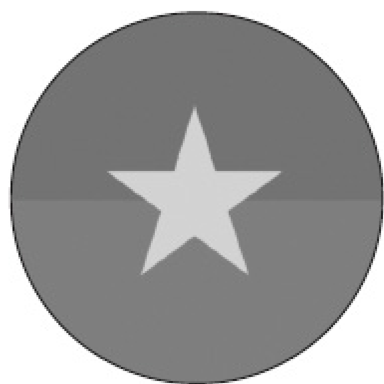
Puis, sur la dette, lisez :

Tout savoir sur la dette, François Doux, Hatier, 2012.
Leur dette, notre démocratie, ATTAC, Les Liens qui Libèrent, 2013.
Dictionnaire terrifiant de la dette, Marc Touati, Editions du Moment, 2013.
La Dette odieuse de l’Afrique, Ndikumana L./Boyce J., Amalion, 2013.
Capitalisme désir et servitude, Frédéric Lordon, La Fabrique, 2010.
La finance contre les peuples, la bourse ou la vie, Eric Toussaint, Cetim, 2004.

Jean Ziegler

Jean Ziegler a été de 2000 à 2008 le premier Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Il est aujourd'hui vice-président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme.

Professeur émérite de sociologie, il est l'auteur d'essais *(Destruction massive, géopolitique de la faim ; La haine de l'Occident ; l'Empire de la honte ; Les nouveaux maîtres du monde),* dont plusieurs ont été des best-sellers internationaux.



Chez le même éditeur en numérique

Juillet au pays, Michèle Rakotoson
Le joli petit monde d'Hubert Reeves, Hubert Reeves
Autour d'une bouteille avec Denis Dubourdieu, Gilles Berdin
Confidences du Japon, Muriel Jolivet
Depuis le Larzac, José Bové
Discours sur la Dette, Jean Ziegler
Dépêches du Myanmar, Jean-Pierre Poinas
La véritable histoire d'AhQ, Luxun
Petits Viêt-Nams, Dominique Rolland
Moi Cyrilia, gouvernante de Lafcadio Hearn, Ina Césaire
Mon mariage chinois, Danielle Dufay
Tokyo des ténèbres, Viviane Moore
Ombre japonaise, Viviane Moore
Tokyo Intramuros, Viviane Moore

© ELYTIS 2014 pour la présente édition
Texte de Jean Ziegler : Copyright © 2014 by Jean Ziegler
www.elytis-edition.com

e-ISBN : 9782356391735

ELYTIS bénéficie du soutien du Conseil Régional D'Aquitaine



www.centrenationaldulivre.fr

© 2016, version numérique Primento et Elytis éditions

Ce livre a été réalisé par Primento, le partenaire numérique des éditeurs